

1.1 PIB, croissance et déficit public

En 2015, le produit intérieur brut (PIB) en volume accélère (+ 1,3 % après + 0,6 % en 2014). Le rythme de la croissance reste cependant inférieur à celui d'avant 2008 (autour de 2 % par an en moyenne sur la période 2000-2008).

La production manufacturière accélère (+ 1,7 % après + 0,6 % en 2014) et la production d'énergie rebondit (+ 1,9 % après - 4,9 %). Au total, la production industrielle se redresse en 2015 (+ 1,7 % après - 0,3 %). Elle est cependant inférieure de 8,5 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. La production des branches de services principalement marchands accélère (+ 1,9 % après + 1,4 %), de même que celle des branches de services principalement non marchands (+ 1,1 % après + 0,9 %). Dans la construction, la production baisse de nouveau mais moins qu'en 2014 (- 2,1 % après - 2,7 %).

En 2015, les dépenses de consommation des ménages accélèrent (+ 1,5 % après + 0,7 % en 2014) et contribuent pour + 0,8 point à la croissance du PIB. Les dépenses en biens manufacturés progressent à un rythme plus soutenu qu'en 2014 (+ 2,1 % après + 0,5 %), notamment grâce au rebond des achats d'automobiles et des dépenses en produits agroalimentaires. Les dépenses en énergie-eau-déchets (notamment pour le chauffage) se redressent (+ 2,2 % après - 9,0 %), en raison de températures moins clémentes en 2015 qu'en 2014. Les dépenses de services progressent au même rythme qu'en 2014 (+ 1,0 %).

En 2015, les dépenses des administrations publiques accélèrent légèrement (+ 1,4 % en volume après + 1,2 %), malgré le ralentissement en volume des dépenses de santé (médicaments et soins).

L'investissement se redresse en 2015 (+ 1,0 % après - 0,3 %). Son niveau reste cependant inférieur de 5,2 % à celui de 2008. Le rebond en 2015 est dû à l'accélération de l'investissement des

entreprises non financières (+ 2,8 % après + 1,6 %) ainsi qu'à la moindre baisse de l'investissement des ménages (- 0,8 % après - 3,5 %) et des administrations publiques (- 3,8 % après - 5,7 %). En revanche, l'investissement des entreprises financières ralentit fortement (+ 6,5 % après + 20,9 %). Par ailleurs, en 2015, les entreprises ont de nouveau stocké, de sorte que les stocks contribuent positivement à la croissance (+ 0,1 point).

En 2015, les importations en volume (+ 6,6 % après + 4,7 %) progressent de nouveau plus vite que les exportations (+ 6,1 % après + 3,3 %). En conséquence, le commerce extérieur contribue de nouveau négativement à l'activité, à hauteur de - 0,3 point de PIB, après une contribution de - 0,5 point en 2014. En valeur, le solde extérieur s'améliore très sensiblement (+ 12,5 milliards d'euros) même s'il reste négatif. En effet, le prix des importations diminue sensiblement plus que celui des exportations, du fait de la baisse des prix des produits énergétiques. À - 1,4 % du PIB, le solde extérieur reste à un niveau élevé.

En 2015, le déficit public au sens de Maastricht s'établit à 77,5 milliards d'euros soit 3,6 % du PIB, en amélioration par rapport à l'année 2014 (4,0 %). En part de PIB, les recettes publiques augmentent de 0,1 point et les dépenses diminuent de 0,3 point. Le déficit des administrations publiques locales se réduit de 5,3 milliards d'euros pour atteindre un excédent de 0,7 milliard d'euros, sous l'effet de la baisse de l'investissement et des consommations intermédiaires. Le solde des administrations publiques centrales est le même qu'en 2014 avec un déficit de 72,4 milliards d'euros : l'amélioration du déficit de l'État est compensée par la détérioration du solde des organismes divers d'administration centrale (Odac). Le déficit des administrations de sécurité sociale s'améliore de 2,1 milliards d'euros pour atteindre 5,8 milliards d'euros. Le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 0,8 point pour atteindre 96,1 % (2 096,9 milliards d'euros). ■

Définitions

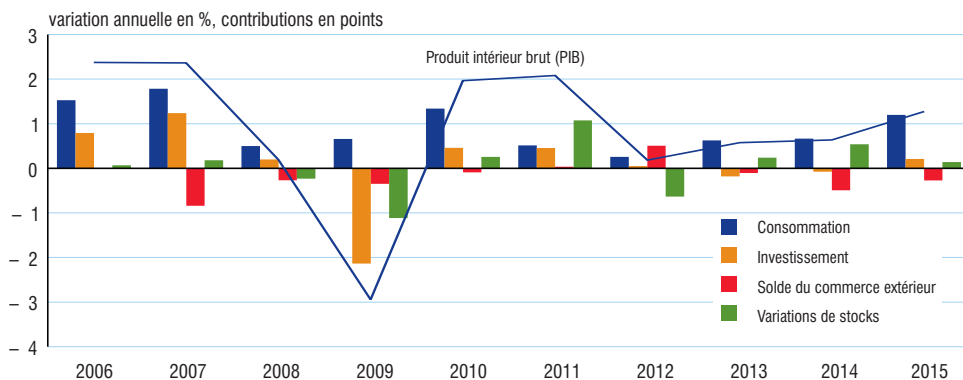
Évolutions en volume : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Ainsi, le poids de chaque composante élémentaire est réestimé chaque année. Le chaînage permet de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.), ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

Pour en savoir plus

- *L'Économie française - Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », édition 2016.
- « Les comptes de la Nation en 2015 », *Insee Première* n° 1597, mai 2016.
- « Les comptes des administrations publiques en 2015 », *Insee Première* n° 1598, mai 2016.

PIB, croissance et déficit public 1.1

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2015, la consommation contribue pour + 1,2 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. PIB et opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2015		
	2013	2014	2015	Prix, évolution depuis 2014 (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en point de %)
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	0,6	2 181,1	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6	-3,0	685,0	-2,1
Ensemble des emplois finals	0,9	1,6	2,5	-0,2	2 866,0	3,3
Consommation effective des ménages	0,7	0,9	1,6	-0,2	1 540,7	1,1
dont : dépenses de consommation :						
des ménages ¹	0,5	0,7	1,5	-0,2	1 156,0	0,8
individualisables des administrations publiques ¹	1,4	1,8	1,6	-0,2	339,2	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	-0,3	182,7	0,1
Investissement	-0,8	-0,3	1,0	-0,3	469,2	0,2
dont : entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	-0,2	262,7	0,3
ménages	-0,5	-3,5	-0,8	0,2	107,6	0,0
administrations publiques	-0,7	-5,7	-3,8	-1,4	75,3	-0,1
Variations de stocks (en contribution au PIB) ²	0,2	0,5	0,1	///	18,6	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	-0,4	654,9	1,8

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

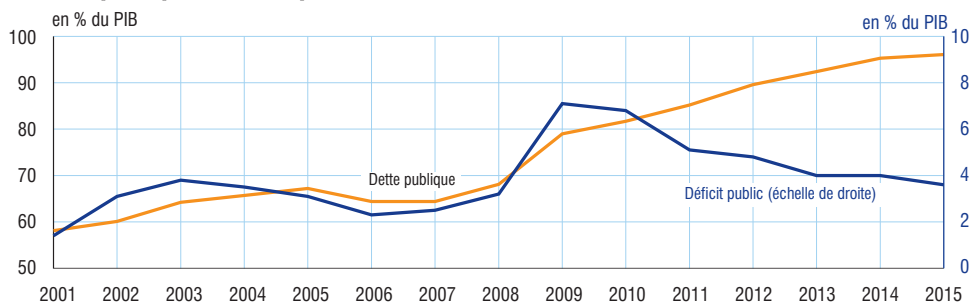
2. Les variations de stocks sont y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Champ : France.

Lecture : en 2015, l'investissement contribue à hauteur de 0,2 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.